



**17<sup>e</sup> CONFÉRENCE  
McDOUGALL**

# Jacques Attali

**Président de la Banque européenne  
pour la reconstruction et le développement**

**Rome  
9 novembre 1991**

**Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture**

**17<sup>e</sup> CONFÉRENCE  
McDOUGALL**

# Jacques Attali

**Président de la Banque européenne  
pour la reconstruction et le développement**

**Rome  
9 novembre 1991**

**Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture**

# La planète, premier objet nomade

*Monsieur le Président,  
Monsieur le Directeur général,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,*

C'est pour moi un plaisir, et évidemment un grand honneur, que de m'adresser à une aussi éminente assemblée, dans un lieu qui symbolise comme peu d'autres dans le monde les efforts des hommes pour se rencontrer, se comprendre et tenter de créer ensemble un monde de paix, de justice, d'équilibre et de fraternité. Permettez au responsable d'une très jeune institution internationale – très jeune car elle n'a que six mois d'existence – de saluer ici, avec à la fois envie et reconnaissance, une institution majeure qui joue un rôle gigantesque dans la restructuration de la conscience planétaire, et aussi de saluer son Directeur général sans lequel rien de tout cela n'aurait de sens aujourd'hui. Vous avez en effet réussi, malgré des difficultés financières et politiques considérables, à développer et à renforcer une institution internationale incontournable, qui sait – je le constate chaque jour dans mon domaine d'action – catalyser le développement, penser l'avenir et constituer un lieu d'expertise absolument fondamental.

Certes, l'Europe dont j'ai à m'occuper, parmi d'autres, n'est ni l'Afrique, ni l'Amérique latine, ni l'Asie; ses problèmes sont d'une nature spécifique. Mais dans cette région de l'est de l'Europe dévastée par cinq siècles (et non pas 50 ans, comme on le dit trop souvent) de régimes autoritaires, je me rends bien compte que nourrir les hommes est plus que jamais la priorité du développement. D'immenses erreurs ont été commises parce que l'on a mis l'industrie avant l'agriculture, parce que l'on a cru pouvoir développer un système social fondé sur la dictature, et que l'on a cru que l'histoire était un progrès qui suffisait à justifier l'oubli de l'homme. Aujourd'hui, tout est à remettre sur pied. C'est sans doute ici, à Rome, qu'il nous faudra, pour l'Europe de l'Est – et pour l'Europe comme continent dans son ensemble – trouver une expertise utile.

J'entends bien que la jeune Banque européenne utilise l'expertise de la FAO autant qu'il sera possible. Mais, naturellement, c'est ici à titre personnel que je parle et que je voudrais évoquer quelques-uns des enjeux essentiels. Si les institutions internationales ne sont pas, dans les quelques années qui nous séparent de la fin du millénaire, considérablement renforcées, nous courrons, malgré l'euphorie qui domine aujourd'hui, à des catastrophes planétaires irréversibles. Jamais, je crois, auparavant, une génération d'hommes de pouvoir ne s'est trouvée en face de tant de décisions fondamentales, tant de décisions qui engagent non pas seulement son avenir à elle, mais l'avenir de la planète dans son ensemble. Jamais nous n'avons été si près de gigantesques catastrophes dans une ambiance aussi euphorique et aussi illusoire. Jamais le succès ou l'échec n'a

dépendu si étroitement de la capacité de quelques hommes et de tous les peuples à accepter une solidarité, à penser la planète comme un tout, à valoriser ses ressources sans les épuiser. On peut comprendre que l'euphorie domine en quelques points du monde: les grands conflits Est-Ouest semblent s'éloigner, la paix semble régner à l'échelle de la planète, on parle partout de désarmement; un grand nombre de pays ont réalisé des progrès impressionnants en matière de croissance; certains ont vu leurs revenus moyens doubler en 10 ans. Les échanges mondiaux ont augmenté massivement au cours des 20 dernières années (même, selon certaines statistiques, deux fois plus vite que la production), mais cela ne doit pas suffire à masquer les immenses difficultés.

Plus d'un milliard d'hommes, soit le cinquième de la population du monde, disposent pour vivre de moins d'un dollar par jour. La sécheresse gagne, le fossé se creuse entre le Nord et le Sud, et les guerres ne sont pas oubliées. Depuis 1960, elles ont fait au moins 20 millions de morts, cachés derrière ce mot affreux de «guerre civile». Qu'y a-t-il de civil derrière une guerre? Rien, sinon la violence et la barbarie. Ces guerres, qui sont la principale cause de la famine dans le monde, ne sont pas en train de se réduire, au contraire. La prolifération des armes, la prolifération de la violence n'est pas en voie de se réduire malgré la fin du conflit idéologique entre l'Est et l'Ouest. Et même dans ce Nord, si sûr de lui-même et si confiant dans ses valeurs, la croissance n'a pas réduit partout l'injustice et la misère, n'a pas vu se structurer les sociétés urbaines civilisées, n'a pas vu apparaître des valeurs porteuses d'espérance. Elle a vu au contraire surgir des formes de suicide et d'oubli qu'on appelle la drogue et

qui, aujourd'hui, sont la principale marque de civilisation en danger. A l'échelle de la planète, cette croissance, cette force, se fait, chacun le sait, au détriment de la planète. Chacun ici mieux que personne sait que du renforcement ou de l'effet de serre découle tout un ensemble de conséquences qui, si elles ne sont pas prises à temps, seront tragiques. Elles verront s'élever la température de la terre; certains disent de 3 ou de 7 degrés en un siècle. On verra le niveau des océans monter de plusieurs dizaines de centimètres, avec des conséquences dramatiques dans les deltas surpeuplés du Nil, du Rhin, du Gange et du Mékong. On verra des plaines fertiles en Amérique du Nord devenir sèches. On verra la rive sud de la Méditerranée devenir incultivable. Déjà, on a vu le taux de gaz carbonique dans l'atmosphère passer de 275 unités en 1860 à 375 aujourd'hui; il passera peut-être à 700 dans 50 ans si rien n'est fait. On voit la couche d'ozone diminuer de façon significative tous les ans. On voit la diversité du patrimoine génétique humain se réduire. Trente espèces cultivées fournissent aujourd'hui 90 pour cent de l'alimentation humaine, ce qui réduit massivement la diversité dont nous sommes les héritiers et que nous avons à transmettre. Sur les 5 millions d'espèces végétales et animales qui, semble-t-il, sont abritées par la planète, certains disent que de 30 000 à 50 000 disparaissent tous les ans, en particulier en milieu forestier tropical. A peu près 40 millions d'hectares, soit 5 pour cent de la couverture forestière tropicale de la planète, disparaissent tous les ans. Voici qu'au nom de l'éphémère, c'est-à-dire de la croissance, on détruit l'irréversible, c'est-à-dire l'héritage.

Certes, au cours des 40 dernières années, la réflexion sur le développement a beaucoup évolué; il y a eu des succès et il y a eu des échecs. Des connaissances sont venues s'ajouter à des compréhensions et à des problèmes; certaines questions sont assez bien maîtrisées, d'autres sont encore sans réponse. En tout cas, la plupart des grandes certitudes ont disparu. On a pensé, jusqu'à il n'y a pas longtemps, et on pense encore dans certains pays ici rassemblés, que le succès du développement passe par un régime fort, une hyperindustrialisation financée par des impôts sur l'agriculture et un protectionnisme industriel. En Europe de l'Est, comme dans la plupart des autres pays du monde, ces doctrines n'ont pas résisté à l'épreuve des faits: la dictature corrompt l'innovation; l'hyperindustrie étouffe l'agriculture; le protectionnisme réduit le développement.

Aujourd'hui, il me semble que sont en train d'apparaître deux nouvelles certitudes, qui en elles-mêmes sont essentielles mais qui, je crois, ne suffiront pas à mettre en œuvre un développement équilibré à long terme. Ces deux nouvelles certitudes fondamentales sont la nécessité de la démocratie et la nécessité de l'économie de marché. Dans la nouvelle institution dont j'ai la responsabilité, il a été écrit pour la première fois dans un traité international que la démocratie est une valeur en soi qu'il convient de promouvoir. Cette institution a la vocation non seulement de soutenir financièrement l'intégration des pays dans la Communauté économique européenne, mais aussi d'appuyer leur promotion démocratique en insistant sur le fait que la démocratie est indissociable de l'économie de marché: elle ne punit pas l'absence de démocratie par de quelconques

sanctions, mais elle pose comme préalable à l'assistance le fait de pouvoir promouvoir dans ces pays le développement démocratique. C'est pourquoi, l'institution que je représente a eu hier à prendre des décisions, comme la Communauté européenne, à l'égard d'un pays européen qui, en matière de violence et de guerre civile, donne au reste du monde un exemple tragique. Il est établi aujourd'hui que les libertés politiques et civiques sont la clé de la croissance économique. En cas de dictature, toute une panoplie d'interventions sont mises en place: tels octrois de licences qui fondent une corruption, un gaspillage, et ralentissent le développement, suppriment toutes les libertés de création et d'innovation et poussent au vol des innovations. Certes, la démocratie en elle-même n'assure pas le développement. Certes, les réformes se font toujours au détriment des intérêts acquis, et la démocratie entraîne toujours quelque résistance des hommes politiques à prendre des décisions difficiles. Certes, la stabilisation macro-économique nécessaire signifie toujours une augmentation au moins provisoire du chômage, et les gouvernements démocratiques qui n'ont pas eu le courage d'entreprendre ces réformes sont évidemment toujours coupables.

Certains, dans le tiers monde, s'inquiètent de voir les principes démocratiques, tels qu'ils ont été définis en Europe, comme les principes de l'économie de marché, qui ont été aussi définis en Europe, venir s'imposer comme des valeurs occidentales qui viendraient promouvoir les intérêts de l'Occident derrière ses valeurs fondatrices. Pour ma part, je peux comprendre ce réflexe. Je crois que s'il est vrai que démocratie et économie de marché ont été théorisées en



Europe (en fait, plutôt à la frontière de l'Europe et de l'Asie), l'une et l'autre sont aujourd'hui des valeurs incontournables. Mais les grands pays du tiers monde ou les pays qui, dans le tiers monde, ont déjà réussi à assurer leur propre synthèse entre ces deux valeurs, ont su les inscrire dans quelque chose qui lui donne un sens, au-delà même de ce qu'en Europe on appellera un jour «la démocratie communautaire». J'y reviendrai un peu plus loin. Je disais tout à l'heure qu'un second principe semble s'imposer comme fondement de la croissance et du développement, c'est le principe de concurrence qui suppose les trois conditions fondamentales suivantes: d'abord une fiscalité raisonnable, ensuite un régime libéral de propriété et, enfin, une concurrence acceptée à la fois interne et externe.

En matière fiscale, je ne donnerai pas d'exemple, sinon qu'il est clair, en particulier dans l'est de l'Europe, au Mexique ou dans d'autres pays, que la réussite fondamentale de la remise en état d'une économie et de sa stabilisation passe par la mise en place des institutions fiscales et budgétaires capables d'assurer un développement équilibré. Dans les pays où la taxation agricole a été très élevée, la croissance a été détruite. Au contraire, dans les pays que l'on peut citer, comme le Brésil, le Chili, la Corée, la Malaisie ou le Portugal, où la taxation a été astucieusement réduite en matière agricole, la production a augmenté massivement. Il y a dans l'équilibre fiscal, dans la simplicité fiscale, dans l'efficacité fiscale, la condition première d'un développement de la concurrence.

Le deuxième principe est celui de la propriété privée des moyens de production. Il ne peut y avoir de concurrence ni

d'économie de compétition sans une propriété privée des moyens de production essentiels, sans la possibilité de créer de petites entreprises, sans la privatisation organisée des grandes entreprises productrices de biens concurrentiels. Cela concerne aussi bien les services de l'agriculture que l'industrie mais, naturellement, ne peut se faire sans une institutionnalisation organisée de ces transformations. J'y reviendrai un peu plus loin.

La concurrence est elle-même fondamentale; la concurrence interne, bien évidemment, mais aussi et surtout la concurrence internationale. Or, je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusion; la concurrence internationale est aujourd'hui gravement menacée. Alors que pendant plusieurs décennies les pays industrialisés ont su avec courage baisser leurs tarifs, dans les années 80 les barrières non tarifaires – contingents, subventions, limites volontaires aux importations et aux exportations, prélèvements compensatoires, mesures antidumping – ont été relevées subrepticement et progressivement partout. La part des importations touchées par l'ensemble des mesures non tarifaires a augmenté, selon les statistiques acceptées aux Etats-Unis, au Japon et dans la Communauté européenne, de façon massive. En 1986, dernières statistiques disponibles, 21 pour cent des importations des pays de l'OCDE en provenance des pays en développement étaient soumises à des barrières non tarifaires *stricto sensu*. Il est clair que ce pourcentage a depuis augmenté.

Vous savez mieux que quiconque à quel point cette situation est inquiétante en ce qui concerne l'agriculture. De

1980 à 1985, les subventions à l'agriculture ont augmenté aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et dans la Communauté européenne; et elles ont encore augmenté depuis, dans certains de ces pays. Le nombre des requêtes présentées par l'Australie, le Canada, la Communauté européenne et les Etats-Unis, au titre de droits compensatoires et de lois antidumping, a plus que doublé depuis. Au total, le manque à gagner des pays en développement à cause des politiques protectionnistes des pays du Nord a été estimé, il y a quelques années, à 75 milliards de dollars, ce qui est pratiquement l'équivalent de la valeur totale de l'aide publique au développement octroyée par les pays de l'OCDE.

Il m'arrive souvent de dire qu'il ne sert à rien d'aider les pays de l'est de l'Europe à disposer d'une infrastructure et de moyens de financement de leur balance des paiements si, ultérieurement, leurs produits ne peuvent pas être exportés dans le reste de l'Europe. Il y aurait quelque hypocrisie à privatiser des économies pour leur rendre ensuite l'accès impossible au marché international. Ce qui vaut pour l'est de l'Europe vaut naturellement pour le Sud, d'autant plus que le prix à payer par ce protectionnisme pour les consommateurs des pays industrialisés eux-mêmes est, à long terme, exorbitant: prix plus élevés, impôts inutiles, mauvaise orientation des ressources, surplus inacceptables. Tout cela n'a pas de sens. Les pays industrialisés doivent donc avoir le courage de détruire leurs restrictions commerciales. En particulier, il n'est pas possible de laisser échouer aujourd'hui les Négociations d'Uruguay; leurs enjeux sont trop importants non seulement dans le domaine agricole, mais aussi dans celui du commerce des produits manufacturés, dans celui des

droits de la propriété intellectuelle, des investissements étrangers, des services, etc.

De ce point de vue, des accords régionaux sont essentiels et très positifs. Je vois d'un œil très favorable ce qui se joue actuellement dans chacun des grands continents. En Amérique du Nord, l'accord qui commence à lier le Canada, les Etats-Unis et le Mexique constitue une piste formidable d'expansion et de croissance des pays qui se joignent ainsi et de ceux qui se joindront à eux ultérieurement. En Europe, le Marché commun des Douze a montré combien l'entité, le rapprochement et l'abaissement des frontières peuvent aider à la croissance. Je crois que tout cela n'aura de sens, en particulier en Europe, que si l'on va plus loin par la création de ce que j'appelle, pour ma part, un *marché commun continental* dont feront bientôt partie, je l'espère, les quelque 35 ou 40 pays qui forment aujourd'hui ce continent et qui, tous, ont le droit entier, égal et irréversible de faire partie de cette communauté démocratique qui forme ce continent. Tout cela va évidemment bouleverser les structures mondiales de la production. Il ne faut pas se leurrer non plus: l'ouverture des marchés et la concurrence ne règlent rien à elles seules. Elles favorisent la création de nouveaux compétiteurs agricoles sur le champ mondial; elles favorisent de nouvelles mutations dans la spécialisation internationale du travail; elles vont entraîner d'immenses mouvements de population que seuls des Etats organisés et des institutions internationales renforcées pourront gérer.

Des Etats renforcés d'abord: il est clair que seul un Etat fort, un Etat organisé pourra gérer cette mutation. L'Etat doit

être influent pour accorder la priorité à l'agriculture qui s'impose aujourd'hui dans une large partie du monde et de l'Europe. Pour cela, l'Etat doit être capable d'influer dans certains cas sur les prix, comme l'a montré l'exemple récent des succès de la Chine, où la croissance de la production a doublé à partir du moment où les prix ont pu être augmentés.

L'Etat doit aussi être un facteur essentiel dans la création des institutions qui rendront possible le développement du secteur privé. Sans Etat fort, l'économie de marché n'est qu'une économie de marché noir. Sans Etat fort, l'économie de concurrence n'est qu'une économie de corruption et de violence. Sans Etat fort, l'économie n'est jamais que le règne des plus forts et de l'injustice sociale. Aussi appartient-il à un Etat d'organiser le financement de l'éducation, de l'infrastructure, de l'allègement de la pauvreté, du contrôle démographique et de la protection de l'environnement. Pour cela, il lui faut, je le disais tout à l'heure, des ressources fiscales et de l'épargne. Seul un Etat puissant et démocratiquement contrôlé est capable de définir des règles de droit de propriété, de créer des systèmes juridiques, judiciaires et réglementaires, de créer les conditions d'une économie de concurrence. A mon sens, dans tout cela, la priorité pour l'Etat doit être dans le développement de l'éducation. Rien, dans aucune culture, ne se développe ni se maintient sans l'éducation. A-t-on besoin de statistiques pour le prouver? Peut-être. En tout cas, toutes les statistiques montrent qu'un faible niveau d'éducation entraîne une faible croissance. Toutes les statistiques montrent que, dans les pays où le niveau de l'éducation a augmenté, la croissance s'est trouvée plus forte. Je dirais pour ma part que, tant dans le

domaine agricole que dans les autres, l'éducation est la clé du développement. L'éducation elle-même est à la source de la recherche qui permet l'augmentation du rendement.

Troisième rôle de l'Etat: assurer la solidarité sociale, en particulier à l'égard des plus pauvres et de ceux qui sont contraints au chômage, solidarité sans laquelle l'économie de concurrence et la démocratie elle-même seraient remises en cause. C'est pourquoi je crois, personnellement, qu'économie de marché comme démocratie n'ont de sens que dans la notion d'un concept de communauté, qu'en Afrique ou en Asie on a su aujourd'hui protéger peut-être mieux que dans les pays industrialisés du Nord, et sur lequel la rencontre entre les concepts du Nord et du Sud permettra peut-être d'inventer un modèle plus durable.

De même, dernier rôle de l'Etat: l'intervention pour la protection de l'environnement, la fixation du prix des ressources, la définition d'un droit de propriété clair, un régime efficace de taxation et de contrôle de la population. L'investissement dans les nouvelles formes de production ne peut se faire de façon efficace que grâce à un Etat puissant. Au total, démocratie et économie de marché sont nécessaires, mais je crois profondément que, seules, elles ne peuvent constituer les valeurs d'une société. Démocratie et économie de marché ne sont que des procédures, et non des valeurs. Ce sont des procédures permettant l'éclosion de valeurs telles que la liberté, la créativité, la justice sociale, la responsabilité. Mais ce sont aussi des procédures qui portent en elles-mêmes des dangers qui les touchent profondément. Démocratie comme économie de marché sont fondées sur l'apologie de la

réversibilité. Qui dit économie de marché dit droit de renverser ses dirigeants. C'est-à-dire que l'une et l'autre font l'apologie de l'éphémère; l'une et l'autre, favorisant le réversible, ne favorisent pas la durée. Si l'on veut protéger la démocratie et l'économie de marché, il est fondamental de l'inscrire dans des perspectives plus longues. D'autant plus que nous entrons, à mon sens, d'un point de vue culturel et technologique, dans une période planétairement marquée par la montée du mouvement de ce que j'appelle, pour ma part, le nomade.

A vous, responsables de l'agriculture, je fais cette remarque: pendant quelques millénaires, l'homme a été sédentaire. Auparavant, il était *nomade*. Je crois, pour ma part, qu'il est très largement en train de le redevenir; d'abord, parce que la démocratie est fondée sur la liberté de circulation; ensuite, parce que l'économie de concurrence est elle-même fondée sur le mouvement et la migration; enfin, parce que des masses immenses d'hommes, se fondant sur ces deux principes d'économie de marché et de démocratie, vont aller chercher la nourriture et la richesse là où il est le plus facile de les obtenir par son travail, et aussi parce que toute la tendance de la production industrielle moderne est de créer des produits de type portatif, bref nomades, qui bouleversent tant l'agriculture que l'industrie.

Voilà pourquoi il me semble particulièrement important, aujourd'hui, de penser les problèmes globalement. Vous savez vous-mêmes, mieux que personne, que le premier objet nomade est la terre elle-même – nomade dans l'univers – qu'il convient de protéger et de valoriser pour le transmettre.

Seules, les institutions internationales sont aujourd'hui capables de le faire. Seules, elles sont capables de porter le durable comme une valeur. Seules, elles sont capables de protéger démocratie et économie de marché en les inscrivant dans une vision plus large des choses, capables de créer ce que j'appelle, pour ma part, un sanctuaire. Je rêve du jour où les institutions internationales, démocratiquement constituées comme elles le sont au sein des Nations Unies, auront de véritables pouvoirs de décision dans les domaines qui engagent la survie de l'espèce humaine – domaines pas très nombreux mais qui, si on ne s'en occupe pas, seront définitivement et irréversiblement détruits – par cette apologie de l'éphémère qui fonde notre société moderne. Il incombe aujourd'hui aux institutions internationales, et d'abord à la FAO, de réfléchir à ces quelques éléments fondateurs sans lesquels la vie disparaîtra ici.

Certaines institutions s'y emploient, qui définissent le patrimoine de l'humanité. Je crois qu'il convient d'y réfléchir au moins dans cinq domaines:

- Celui de l'art, sur lequel l'Unesco a commencé de travailler et qui ne semble pas arrêter beaucoup les bombes qui détruisent aujourd'hui Dubrovnik ou d'autres endroits.
- Le domaine des forêts, sur lequel on travaille déjà ici et dans d'autres instances, comme le Congrès forestier mondial qui a eu lieu à Paris l'a récemment montré; il est important de lancer aujourd'hui un appel pour que des décisions coercitives s'imposent.
- Celui de l'armement, qui menace l'homme dans sa vie



quotidienne; seules les institutions internationales pourront un jour, rapidement j'espère, poser comme condition au développement et à l'assistance au développement le souci d'aider chacun des pays du Nord comme du Sud à se débarrasser de ce cancer qu'est la course aux armements; c'est là une forme fondatrice de la coopération internationale.

- Celui où, je crois, les institutions internationales devraient avoir une véritable souveraineté planétaire, à savoir le *domaine de la drogue*. La drogue rassemble toutes les contradictions du développement moderne: au Sud, elle est une source de revenus agricoles sans commune mesure avec les autres productions. Au Nord, elle est une source de dérive compréhensible dans une société sans idéal, sans solidarité, où le sens de la communauté s'éloigne et où la jeunesse n'a plus de valeurs à servir. A l'échelle de la planète, elle véhicule des sommes et rassemble des forces supérieures aujourd'hui à celles de l'industrie du pétrole. La bataille est à mener partout, et je me permets de suggérer à la FAO d'y réfléchir de façon qu'un jour, peut-être, la production de riz soit partout dans le monde plus rentable que celle du pavot.
- Cinquième domaine où il importe que la communauté internationale ici rassemblée définisse une action: celui des manipulations génétiques. L'agriculture est à la source d'une mutation technologique apparemment innocente mais, en fait, fondamentale. Les progrès de la génétique, qui ont commencé dans l'agriculture, conduisent à façonner d'abord des plantes, puis des espèces animales et, demain, l'homme, comme des

produits industriels, à breveter des espèces, à faire de la vie un artefact, un objet produit en série et lui-même producteur de produits en série. Où s'arrêtera-t-on? Qui sera propriétaire de brevet? Quels seront les droits des espèces nouvelles? Jusqu'où aura-t-on le droit d'aller dans la transformation de l'animal, dans l'invention du végétal, dans la création de l'homme? Qui interdira ce qui est clone? C'est, je crois, le rôle des institutions internationales d'y penser aujourd'hui, avant que le règne de l'économie de marché se soit emparé de ces choses pour en faire des objets irréversiblement morts parce que irréversiblement source de valeur marchande.

La fin de la guerre froide et du conflit idéologique ne crée pas pour autant un monde sans rivalité ou menace, au contraire. Sans rêve, sans modèle, sans utopie, chacun de nous est revenu à l'essentiel: se nourrir, se vêtir, se transporter. Les rivalités sont aujourd'hui beaucoup plus grandes que ce qu'elles n'étaient, parce que les désirs sont redevenus identiques – rivalité matérielle, hostilité technique et raciale. Chacun sent bien que l'homme, qui ne vit et ne s'enrichit que de ses différences, risque de se détruire.

Seulement voilà, il y a peut-être aujourd'hui 2 000 groupes humains qui peuvent se nommer peuples sur la planète, et il n'y a pas 200 Etats, il n'y a pas 200 territoires. Sans doute faudra-t-il accepter là un compromis qui ne peut se résoudre que lorsque l'on aura compris que la diversité ne se nourrit que de la totalité.

A vous, responsables de l'agriculture, je me permets de dire qu'il vous incombe là-dessus de jouer un rôle particulier

et, je crois, de faire comprendre aux autres hommes de pouvoir trois valeurs un peu oubliées dans nos sociétés de plus en plus urbaines, déracinées et individualistes.

Le paysan sédentaire sait qu'il n'y a pas de récoltes sans semences, pas de nourriture sans épargne. Le berger nomade sait qu'il n'y a pas de troupeaux sans vigiles. Le forestier, à la fois nomade et sédentaire, sait qu'il n'y a pas de bois sans jeunes pousses, que le berger et le paysan sont à la fois ses alliés et ses ennemis, réconciliés seulement, dit un grand maître indien, à la septième génération.

Vous seuls, plus que les autres, hommes de pouvoir, savez que seul le long terme l'emporte dans un monde éphémère. Vous seuls pouvez peut-être aider à ce que le politique puisse remplir son rôle dans ce long terme. Epargner, protéger, prévoir, tels sont les trois maîtres mots du politique de demain. Ce dernier ne pourra remplir son rôle que s'il accepte de toutes nouvelles dévolutions de pouvoir aux institutions internationales capables d'imposer le respect de ce sanctuaire.

Après tout, les plus grandes œuvres d'art ont été l'œuvre de nomades décidés à laisser trace dans l'éternité, et la plus grande œuvre d'art est évidemment la vie.

Carlos Castaneda, l'anthropologue américain, dans son livre *L'herbe du diable et la petite fumée*, évoque la sagesse des Indiens Yakis, selon laquelle l'homme affronte dans sa vie successivement quatre ennemis. Le premier est la peur: la peur de ne pas avoir assez à manger, la peur de ne pas être capable de se développer. Le sage Yaki dit qu'une fois que

l'homme a vaincu cette peur il rencontre un autre ennemi: le pouvoir; non pas parce qu'il n'a pas de pouvoir, mais parce que le pouvoir obscurcit et que le pouvoir est une menace pour celui qui possède le pouvoir. Lorsque, dit le sage, l'homme est capable de vaincre cette peur du pouvoir, il rencontre un troisième ennemi: la clarté. Lorsqu'il sait qu'il peut vaincre la misère et la famine, lorsqu'il sait que le pouvoir est une chose relative, il est victime de cette domination du savoir et de la science qui peut détruire tout, y compris la planète elle-même. Lorsque l'homme sait relativiser le savoir, il rencontre son quatrième ennemi: la mort, dont, dit le sorcier, il ne peut que retarder l'inévitable victoire.

Je crois qu'aujourd'hui il nous faut apprendre à avoir peur de mourir de l'exercice du pouvoir.

W/Z8050/F